

Année.

Économie politique (-----)

II^e Année.

Almand - - - - - C.

Siavalla

Le 1^{er} Mars 1792

Compositions.

100 Louis d'Or de France - - - - - 1/2.

M. Louis

Notes

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 5 X^e 1881.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Varasseur de Lécourt

M

Uzier

élève de 1^{re} année.

NOTE :

5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Varasseur de Lécourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 2 X^m 1881 (Session Extr)

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Ollivier

M.

Fuzier

élève de 1^{re} année.

NOTE : Bien — 5.

OBSERVATIONS

Bien —

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Fuzier

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 3^e X^{bre} 1881

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Forville

M.

Furrier

élève de 7^e année.

NOTE : 5 $\frac{1}{2}$

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

de Forville

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Décembre 1882*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation civile comparée

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Glanon

M *Fuzier*

élève de *1^{re}* année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Economie politique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Dumoyet

M.

Fugier

élève de *2^e* année.

NOTE :

5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

A. Dumoyet

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Vasseur de Précourt

M *Teulier* élève de *2^e* année.

NOTE :

5 1/4

OBSERVATIONS

.....

.....

.....

.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Vasseur de Précourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Alex

M.

Fugier

élève de *2^e* année.

NOTE :

Bien, 5

OBSERVATIONS

*Très bon, mais un peu trop précipité
au début - mais bon et très clair
dans le détail. Les questions étaient
un peu difficiles.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Alex

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Forelle

M.

Fuzier

5 ½

élève de *2^e* année.

NOTE :

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Ad. Forelle

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Décembre 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Hist.^{re} Constitut.^{lle} Cours

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Bouteau

M. Guier

élève de 2^e année.

NOTE : 4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Décembre* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Hist.^{re} Constit.^{lle} (Conf.)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Vergnani

M. Furier élève de *2^e* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du X^{bre} 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Hist.^{re} parlement.^{re}

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Chammes

M Furier élève de 2^e année.

NOTE :

4 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Anglais

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Beljame

M Fuzier élève de 2^e année.

NOTE : 6

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Beljame

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Allemand

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Leser

M *Feizier* élève de *2^e* année.

NOTE : *6*

OBSERVATIONS

traduit bien ; parle couramment

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

J. Leser

Paul Fuzier

Discours du Maire de la Nouvelle
Commune

Messieurs les Conseillers Municipaux, vous
rappelez qu'il y a peu de temps nous
faisions partie de la Commune B qui
était composée de diverses sections. Notre
section croissant chaque jour en importance
et les communications avec le chef lieu de la
Commune assez éloigné de nous, entraînant
des pertes de temps, il a été décidé que notre
section serait distraite de la Commune B
et érigée en Commune séparée. Je n'ai
pas à vous rappeler les avis divers qui
ont éclairé le pouvoir Central chargé
de nous donner la qualité de Commune
Spéciale. Notre Conseil n'est plus
une simple Commission Syndicale; le
Conseil Général a réparti notre nouveau
territoire en sections de vote dont chacune
a eu au moins deux conseillers à nommer
car c'est le scrutin de liste qui s'applique
à nos élections municipales. Les lois
nouvelles ont supprimé les principes
surannés de l'adjonction des plus
imposés et de la nomination des maires
par l'autorité Supérieure. C'est donc
à vos suffrages seuls Messieurs que
votre maire et vos adjoints doivent

Il faut bien, à l'avenir,
nous les faire nommer,
s'il n'y a pas de
de communication
Commune B nous ne
en rapport. Puisse
le pouvoir Central
Commune B
Surtout pas
indiquer.

leur nouvelle dignité. J'étais ici ~~à~~ rendre
hommage à la mémoire de deux d'entre
vous messieurs qui décédés il y a un
mois à peine ont obligé la commune
à de nouvelles élections dans le but
de compléter le conseil municipal avant
qu'il vous fût permis, au terme de la
loi du 29 mars 1882 de nommer votre
maire.

C'est à vous seuls qu'incombe
maintenant la charge de pourvoir aux
divers services communaux.

Nous devons d'abord établir notre
police dont la nomination ~~vous~~ est
réservée par la loi ^{avec l'assentiment du préfet} puis que le chiffre de votre
population n'atteint pas 40.000 habitants
vous n'ignorez pas que l'art 9 du Code
d'instruction criminelle me confère la
fonction d'officier de police judiciaire et qu'en
cette qualité je suis soumis au procureur
général de notre Cour d'appel.

La loi du 18 juillet 1837 nous confère
la propriété des édifices publics situés dans
notre territoire ; mais comme le hasard
avait voulu que la plupart des édifices communaux
de la Commune B fussent situés sur notre
territoire, des raisons d'équité auxquelles nous

Art 30
de la loi de 1837
indique quelles sont
les dépenses obligatoires

Sur le maire
à la nomination
de certains agents
communaux tels
que le secrétaire
du maire

L'adjudication est approuvée par le préfet
elle est faite à la Compagnie ou à
l'entrepreneur qui offre à la fabrique
la plus grande extension.

Nous possédons une Halle dans laquelle
nous pouvons concéder des droits de place ;
ces droits qui sont réglés définitivement par
le Conseil municipal peuvent être différents
pour une même étendue de terrain selon
que l'espace sera plus ou moins favorable
à la vente, mais ils ne peuvent pas être
établis ad valorem en tant pour cent de
la valeur des marchandises, ce serait un
octroi intérieur.

Je vais maintenant examiner rapi-
dement quelles sont nos ressources.

Nous avons emporté une part pro-
portionnelle des biens mobiliers qui nous
étaient communs avec la Commune B ; nous
avons de même partagé les immeubles
qui avaient été acquis à frais communs.

Nos biens communaux nous sont
demeurés propres, et le Conseil municipal
en a l'administration ; les délibérations
sur ce point sont réglementaires s'il y a
accord entre le Maire et le Conseil. C'est
ainsi que nous réglons les conditions des
baux à loyer pour nos maisons et bâtiments
patrimoniaux, pourvu que ces baux ne dépassent

pas de huit ans. Nous devons les
assurer auprès d'une Compagnie d'assurance
offrant de bonnes garanties. Nous rappelés
vous, Messieurs les Conseillers, que vous
devez choisir une Société à primes
fixes et non une Société d'assurance
mutuelles qui vous ferait courir des chances
incompatibles avec la stabilité que nous
avons nos revenus. Au lieu d'affirmer
vos patrimoniaux vous pourriez les affecter
à un service communal, vous éviterez
ainsi les dépenses d'une acquisition de
nouveaux immeubles.

Le Conseil vote ainsi que nous l'avons
vu, le tarif des droits de place dans les
halles foires et marchés; dans les abattoirs;
dans les cimetières; les droits de stationnement
sur le domaine public de la Commune.

N'oublions pas les dons et legs que
la loi permet au Conseil Municipal d'accep-
ter ou de refuser légalement malgré
les articles 910 et 937 du Code civil
qui exigent l'intervention du Souverain
Pouvoir.

Pour la voirie nous avons aussi
les taxes de pavage et de trottoir.

Nous avons droit à certains prélèvements
sur l'impôt perçu par l'Etat. $\frac{1}{8}$ sur
l'impôt des patentes; une partie de
une partie des amendes.

l'impôt sur les chevaux et voitures, sur
les permis de chasse. nous pouvons
en outre établir certaines taxes perçues
en vertu de rôles nominatifs. Elles jouent
une large place sur les chiens.

Nos recettes se composent surtout
de centimes perçus en même temps que
le principal de l'impôt au profit de
l'Etat. Il y a d'abord cinq centimes
dits législatifs sur les deux premières
contributions qui sont établis par la
loi et que le Conseil n'a pas besoin de
voter; il lui faudrait même une délibération
expresse pour décider s'il ne les percevrait pas.
- Je n'insiste pas sur le détail de ces centimes
qui sont énumérés dans les lois de 1837 et
de 1867.

La loi de 1867 qui a donné aux
communes une initiative plus grande leur
a permis de voter des centimes extraordinaires
dans la limite du maximum fixé par
le Conseil Général; ce Conseil doit lui-même
ne pas dépasser le maximum de la loi de
finances qui est ordinairement de 20 centimes.

L'octroi nous donnera des
ressources considérables. C'est à votre
Conseil Municipal qu'il appartient de
proposer au Conseil d'Etat l'établissement
de cette taxe indirecte. Vous pourrez
librement vous y enlever les objets que

- voulez voter, sauf à vous conformer
au règlement de 1870. Nous serons
je l'espère d'accord sur ce point, et nous
n'aurons pas besoin de l'intervention
du préfet. Plus tard s'il s'agit de
faire des augmentations à cette taxe nous
invokerons la loi du 10 Aout 1871 qui
donne compétence au Conseil Général.

Enfin nous voterons par nos
délibérations les emprunts remboursables
sur les fonds extraordinaires dont j'ai déjà
parlé pourvu que l'amortissement s'effectue
dans un délai de douze ans.

La commune nouvelle a emporté
avec elle les biens communaux dont
l'usage en nature est réservé aux habitants
^{habre commun}
L'usage dans le bois, l'affouage etc. sont
^{de droit} réglés par ~~les~~ les règlements anciens. Sinon
par usage; tous les habitants y ont droit
même les étrangers à domicile autorisé.
- Les bois sont soumis au régime forestier
quand ils sont susceptibles d'aménagement. Le
régime qu'on leur applique est celui du
taillis sauf à mettre en réserve un ¹⁰/₁₀ pour
futurs.

Tels sont les principaux services que vous
devez organiser. Votre corps municipal va s'occuper
immédiatement d'assurer le service de l'état civil et
au mois de mai vous présentera un budget qui après
avoir été voté par vous sera approuvé par le préfet

Muzier

nous sommes facilementendus, nous ont
conduits à accorder une indemnité à la
Commune B qui se trouvait ainsi séparée.
Nous avons aussi consenti une indemnité
à une autre Section de la Commune B
qui avait sur notre territoire un corps
lui appartenant.

Nous possédons aussi une école
donc nous sommes en règle avec les
nouvelles lois sur l'Instruction publique qui
obligent chaque commune à en posséder une :
dans peu de temps il nous sera possible
d'avoir une école gratuite pour les garçons
et une pour les filles.

Nous possédons également une église et
un presbytère avec un jardin y attaché
notre église est une cure; nous devons
une indemnité en cas d'insuffisance
des revenus de la fabrique.

Contribution aux
Charges des chemins
vicinaux. Entretien
additionnel et création
en nature.

La voirie urbaine rentre dans
nos attributions; police des rues
ouverture des nouvelles rues alignement
et redressement. C'est au Maire qu'il
appartient de donner des noms aux
rues, mais si cette dénomination prend
le caractère d'un hommage public
il faudra un décret. - Le Maire
donne l'alignement pour les chemins
vicinaux. La loi de 1881 a défini
nos attributions sur les chemins vicinaux qu'elle
met à notre charge.

Nous n'avons pas de cimetière, et
comme notre territoire n'est pas assez vaste
pour nous permettre d'en établir un nous
pourrions exproprier sur le territoire d'une
commune voisine à l'effet d'en établir un
à 3^e mètres au moins de l'enceinte
habité. La loi du 14 juil 1881 nous
dispense de le partager en sections spéciales
aux divers cultes. C'est à nous qu'il
appartient de faire des concessions pour
les cimetières. La redevance qui sera
payée nous sera propre, ce qui à mon
avis tranché la question de propriété
pour ces terrains. La concession est une
véritable alienation translatrice de propriété
mais d'une propriété sui generis qui n'entraîne
pas le droit de changer d'affectation du
terrain concédé. Les fabriques n'ont droit
qu'aux produits spontanés des plantations.
Mais d'autre part elles ont droit au
monopole des pompes funèbres. D'accord
avec le préfet, le conseil municipal règle
le tarif des pompes funèbres à l'intérieur
de l'église ; de même pour le transport fait
par les soins de la fabrique. Mais si le
transport est fait par une compagnie
concessionnaire, le conseil municipal
règle le tarif d'accord avec la fabrique.

14 4 1/2

Travail inégal
parfois incompetent
parfois allant au delà
du cadre... manque
un peu de précision.
à côté de ces défauts,
il y a de nombreuses
qualités.

Credits Budgetaires - Credits extrabudget.
Taxes : Supplémentaires, extraordinaires, com-
plémentaires. Nomenclature des services
votés. Mesures prises ou mesures à prendre
pour combattre l'abus des credits extrabud-
gétaires.

Le budget est la balance des dépenses
et des recettes de l'administration. Spécialement
c'est la fixation des dépenses de l'Etat et
d'autre part la fixation d'une partie des
recettes et l'évaluation probable de l'autre
partie. Ouvrir un credit, c'est autoriser
une dépense, c'est ouvrir le droit de
l'ordonnateur. En théorie on peut commencer
par le vote des dépenses ou par le vote
des recettes indifféremment; en fait dans
notre législation on commence par voter
les recettes. Ce qui semble le prouver, c'est
plus rationnel, c'est celui qui emploie
les particuliers dans leurs prévisions, s'ils
ne veulent pas dépenser plus que leur
revenu. D'autre part on peut objecter
que la recette n'est légitime qu'en tant
qu'elle est réclamée pour le paiement
de dépenses reconnues car l'Etat n'a
pas de revenus préfixes, il se borne à
demander chaque année aux contribuables

Cela s'est fait
plusieurs fois, sans
être passé en règle

leur part individuelle dans les dépenses
générales. -

Envoilà en soit Et est notre
système actuel de législation. Les recettes
et les dépenses une fois votées une loi
générale de finances les réunit dans
un ensemble résumé qui permet de
se rendre compte rapidement de l'équilibre
budgétaire.

Le budget de l'état se divise en
quatre budgets distincts : 1^o le budget ordinaire
qui comprend les dépenses habituelles
de l'état. Ce budget est réparti en
quatre crédits principaux. Le premier
comprend la dette publique, les dotations
et dépenses des pouvoirs exécutif et législatif.
C'est à peu près l'ensemble des dépenses
qui en Angleterre sont couvertes par
le Consolidated Fund. - Le second comprend
les services généraux des ministères : d'abord
la rétribution du personnel et les frais
du matériel ; puis les dépenses diverses
relatées aux ministères. - Le troisième
est relatif aux frais de perception des
impôts. On peut mettre en doute la
légitimité, au point de vue de la comptabi-
lité, de cette série de dépenses ; ne serait-
il pas rationnel de placer à côté de
chaque impôt les frais de perception

Budget ordinaire. Aussi s'est-on toujours posé la question de savoir ~~sur~~ lequel faut inscrire, inscrire ces crédits sur un compte spécial et non périodique ou de les incorporer au budget, ce qui est la méthode actuelle.

Les ressources de ce budget consistent dans l'emprunt. La loi de 1878 a créé une rente 3% amortissable que l'on cède au fur et à mesure des besoins.

3^e budget des dépenses sur ressources spéciales. — Ces dépenses sont couvertes par les fonds qui leur sont propres, et exclusivement affectés. Par conséquent en cas d'excédant de la recette sur la dépense ^{en fin d'exercice} les fonds libres ne sauraient être alloués au budget ordinaire, ils sont reportés dans l'exercice suivant avec la même affectation. En réalité c'est la comptabilité locale qui est annexée au budget général pour y subir le contrôle législatif. C'est par suite d'une fiction de comptabilité que les dépenses départementales, par exemple, figurent au budget de l'Etat sous la rubrique de Chapitres du 3^e budget, et au budget départemental sous la rubrique de Sous-Chapitres. — Les recettes se composent de sommes que l'Etat perçoit

pour le Compte des budgets locaux et
qu'il met ensuite à leur disposition.
Ajoutons certaines avances (francs de
perception, de Contrôle) que leur fait
l'Etat et qui leur sont ensuite remboursés.
Les autres recettes figurent au budget
de l'Etat en recette et en dépense, ce sont
les centimes additionnels locaux, les produits
eventuels départementaux.

4^e Enfin les budgets annexes
rattachés pour ordre au budget général de
l'Etat. On inscrit les recettes et
les dépenses de divers services qui présentent
cette particularité qu'ils ont leur admi-
nistration spéciale, et quelque fois même
une dotation ou caisse qui leur est propre. Notons
en passant que cette caisse est alimentée
souvent au moyen de véritables crédits
accordés par le budget ordinaire et que
rien n'empêcherait de les rattacher
effectivement à ce budget. - Mentionnons
au nombre de ces budgets annexes,
celui de la Légion d'Honneur, de
l'Imprimerie Nationale, des Monnaies,
de l'Ecole Centrale, la Caisse des
Invalides de la Marine, les chemins
de fer de l'Etat (rattachés au Ministère
des Travaux publics).

Notons cette différence avec le budget
sur ressources spéciales, c'est que si les
budgets rattachés pour ordre présentent des
excédants de recette, ces excédants sont
reportés au budget ordinaire, lequel en
revanche peut leur devoir des subventions
en cas de découvert.

Tels sont les crédits que sont
annuellement et normalement votés. Le
pouvoir exécutif est autorisé d'ordonner
une longue série de dépenses prévues et
pourvues des recettes correspondantes. Mais
il sera rare que les besoins prévus au
commencement de l'exercice ou même
quinze mois avant l'ouverture dudit
exercice, demeurent les mêmes jusqu'à
la fin; bien des événements imprévus
peuvent se produire, un péril extérieur
ou intérieur ou même une simple augmen-
tation des frais; voilà l'équilibre budgétaire
détruit. Comment le rétablir?

Si les chambres siègent, c'est à
elles qu'il faut s'adresser, les députés ont
l'initiative conjointement avec le pouvoir
exécutif. Si elles ne siègent pas, il faut
que le Gouvernement avise provisoirement.
Il a suivant les époques usé de deux
moyens différents. Le premier de
chapitre à chapitre a l'avantage de
ne pas ouvrir de nouveaux crédits, mais
il supprime le contrôle législatif et

pousse les ministres à la dépense
Le procédé fut employé sous l'Empire de
1861 à 1870 après que l'Empereur ~~eut~~
la proposition de M. Fould eût énoncé
à ouvrir des crédits nouveaux par décret.
C'est là le second moyen qui a été large-
ment reconnu au Gouvernement de la
Restauration. La royauté Bourbonne
y apporta certaines restrictions qui disparurent
pendant la première partie du Second
Empire.

La loi du 16 juil 1871 a supprimé
le droit de ^{sous article à article.} ~~virement~~ mais en revanche
elle a dû permettre au Gouvernement
d'ouvrir des crédits urgents en cas de
prorogation du pouvoir législatif. Le
Contribuable a cette garantie que le
décret est rendu en Conseil d'Etat après
avoir été délibéré en Conseil des Ministres.
De plus, lesdits crédits ne peuvent porter
que sur certains crédits Services déterminés
par la loi. Une loi de 1878 a spécifié
que par prorogation des Chambres
on n'entendait pas le cas de la dissolution
de la Chambre des députés, et que
le Gouvernement ne pourrait pas ouvrir
de crédits extraordinaires. — Ce qui
m'amène à définir les divers crédits.

non
puisque le chiffre
total des dépenses
n'en pas augmenté

Bien

Il y a crédit extraordinaire quand la dépense a pour objet ou la création d'un service nouveau ou l'extension d'un service déjà inscrit à la loi de finances. La loi du 14 décembre 1879 y comprend en outre les crédits commandés par des circonstances urgentes et imprévues. Le crédit extraordinaire forme un chapitre particulier du budget de l'exercice pour lequel il a été ouvert. A moins que (guerre et marine) le service ne se rattache d'une manière indissoluble à un chapitre déjà existant.

Il y a crédit supplémentaire quand il s'agit d'une dépense relative à l'exécution d'un service déjà voté, sans modification dans le service lui-même, lorsqu'il y a insuffisance dûment justifiée des crédits.

Le crédit complémentaire est un crédit supplémentaire mais qui ne s'en est pas introduit de la même façon dans la loi de finances, il n'est régularisé qu'après coup par la loi de règlement du budget. La loi de finances de 1834 n'autorise l'ouverture de crédits supplémentaires par ordonnance que relativement aux services votés. Services dont l'urgence s'impose. La langue budgétaire belge fait la même distinction entre les crédits limités et les crédits non limités.

La loi de 1879 reprendant cette disposition
Pourront seuls donner lieu à ouverture
de crédits supplémentaires les services votés
dont la nomenclature sera annexée chaque
année à la loi de finances. Notons au
ministère de la Justice les frais de Justice
Criminelle, au service des cultes les traitements
des ministres du culte; à l'Intérieur les
indemnités aux électeurs sénatoriaux; aux
Finances la dette publique et les obligations
trésorières, achats de Tabacs; à la Guerre
les achats de munitions et fourrages.

Examinons rapidement quelle est
la procédure qui préside à la confection
du budget.

Chaque ministre prépare dans son
son budget particulier en prenant pour
base le dernier budget voté; lorsque la
colonne des crédits demandés dépasse celle
qui est en regard (celle du budget précédent) le
ministre a soin de faire ressortir la différence.
Le ministre des finances centralise ces divers
budgets et essaye de les réduire et en
Conseil des ministres d'arrêter le projet de
budget, qui se compose d'un exposé
des motifs, œuvre personnelle du ministre;
du texte de la loi de finances qui renvoie
à divers tableaux annexés; de documents
généraux et d'annexes.

La loi se divise en 4 titres corres-
pondant aux 4 budgets dont nous

hondieure

Avons parlé plus haut avec des crédits
y afférents en bloc. Mais ces crédits ne
sont pas votés en bloc, le budget est
divisé en Chapitres dont chacun
est l'objet d'un vote spécial

La loi relative aux recettes ~~renvoie~~
^{partie de la}
aux divers états désignés par des lettres
A B C etc qui en indiquent le détail
ainsi que la fixation du contingent
départemental. - La loi se borne à
autoriser la perception des taxes assises
et des impôts indirects conformément aux
lois en vigueur.

Tous ces budgets nous ont
sont réunis dans une seule loi de
finances, annuelle, qui est dite Budget
de l'Etat

D'où provient l'abus des crédits
extrabudgétaires? De l'intempérance
des députés qui profitant de ce qu'ils
ont l'initiative parlementaire, et remplis
du louable désir de contenter leurs électeurs
se cherchent à que beaucoup beaucoup sur
les propositions du Gouvernement et
transforment le projet du ministre en
un ensemble de propositions de loi individuelles
qui s'annoncent sans souci de
l'équilibre. Le remède au mal a

été trouvée par les Anglais. Leur
discipline parlementaire est assez forte
pour interdire aux députés toute proposition
de crédits nouveaux ; en fait les ministres
ont seuls le droit de proposer des crédits
de plus le budget est présenté et adopté
à une époque beaucoup plus voisine
de l'ouverture de l'exercice ; cette dernière
pratique ~~leur~~ est d'ailleurs facilitée
par la loi qui fixe la date de
l'ouverture de l'exercice au 1^{er} avril
^{second} au 1^{er} janvier. - Messieurs les Anglais
ont commencé, c'est à vous de
suivre leur bon exemple. -

Paris le 10 Juin 1882

Trévis

Qu'il entraîne et de n'inscrire au budget
qu'un seul chiffre, celui du produit
net du revenu considéré ? Le Contrôle
régulier n'en serait que plus efficace
et le chiffre total du budget serait
réduit à des proportions plus modestes. C'est
la théorie des budgets bruts et des budgets
nets, sur laquelle nous n'avons pas à
nous étendre ici. Remarquons seulement
que le procédé suivi par les particuliers
est celui des budgets bruts ; et que d'autre
part même dans l'état actuel de notre
legislation il est des budgets rattachés pour
ordre, et certaines catégories de dépenses
dont on n'inscrit au budget que le
produit net. - Le quatrième crédit
est relatif aux encouragements, primes,
bon. valeurs et restitutions. On entend
en général par là, les restitutions de
fonds indument perçus par l'Etat.
Il n'y a donc pas là en réalité de
dépense véritable. Les bon. valeurs sont
destinées à subvenir aux déficits que
laissent les cotes irrécouvrables dans certains
taxes assimilées aux impôts directs. A
défaut de fonds spécial, on demande au
budget ordinaire de l'Etat les sommes
nécessaires.

Pour couvrir ces dépenses on fait
une masse des ~~les~~ revenus suivants qui
n'ont aucune affectation spéciale.
Revenus domaniaux, ~~et~~ dons et legs, et
revenus divers (y compris la part
contributive de l'Algérie) - Les Contribu-
tions directes: principal et Centimes
général - Les Contributions indirectes
Les taxes assimilées. - Malgré la
multiplicité de ces ressources, il y a des
découverts, le Trésor peut pourvoir aux
dépenses ordinaires en empruntant à la
dette flottante

Énumération
défectueuse

2. Budget des dépenses sur ressources
extraordinaires. - Ce budget a été établi
par la loi du 15 juin 1878; il était
originellement destiné à pourvoir aux
dépenses de certains grands travaux publics
(programme Freycinet), mais peu à peu
on y a compris les dépenses extraordinaires
d'un certain nombre de ministères (guerre
marine) et on y a vu figurer des dépenses
qu'on pouvait spécialement qualifier d'extra-
ordinaires, tels que frais de bureau, traite-
ment du directeur des chemins de fer le

à supprimer

1. Stat. - C'a été de tout temps le danger
des budgets extraordinaires, on a toujours été
disposé à y verser le trop-plein du